



de Federica Biolzi

(versione italiana in fondo)

Il tempo del carcere (éd. Pisa University Press 2022, sous la direction de Patrizia Pacini Volpe) se propose d'être une réflexion chorale et multidisciplinaire sur la réalité de la prison contemporaine. Ce volume, intéressant et singulier, veut offrir, comme le précise M.me Patrizia Pacini Volpe, politologue à l'Université Rennes 1, une analyse critique de la situation et des expériences, souvent objet de désinformation et d'indifférence, à la lumière des contributions de chercheurs, sociologues et criminologues, italiens et français.

- Professeur, vous avez publié ce livre plein d'idées et d'éléments de connaissances. Dans votre préface, vous mettez l'accent sur la question de l'incarcération et de sa centralité. Qu'entend-on exactement par incarcération et quelles questions pose-t-il dans le débat socio-politique contemporain?

- L'emprisonnement au lieu de réhabiliter la personne détenue tend encore aujourd'hui à l'enfermer, à l'appauvrir et à la rendre malade en la rendant à la société la pire qu'elle ait jamais connue. Fondamentalement, l'incarcération usurpe la dignité de la femme et de l'homme qui le subit. La contribution de la prison à la réinsertion sociale est donc nulle ou modeste, pour cette raison la logique de l'incarcération doit être changée.

Le problème de la prison d'aujourd'hui réside, avant tout, dans l'absence d'une vision holistique, d'une approche intégrée qui implique inévitablement des synergies et des responsabilités multiniveaux à la fois sociales, mais aussi institutionnelles et politiques.

La prison est un sujet gênant, inconvenant, mais qui concerne tout le monde. Il est clair que, comme le montrent les données sur la récidive et comme je l'ai souligné dans les nombreuses interviews que j'ai adressées aux personnes qui ont fait l'expérience de la détention, que ce modèle n'est pas utile à la réinsertion future de la personne détenue dans la société parce qu'elle n'a pas une véritable capacité de rééducation.

Au fil de temps, ont été proposés et mis en œuvre, en particulier au cours des dernières années, de bons projets expérimentaux ou du moins des tentatives de l'administration pénitentiaire pour humaniser la peine comme le renforcement des parcours éducatifs, les ateliers de théâtre, l'installation des Pôles universitaires carcéraux et l'introduction de projets spécifiques comme la mixité hommes et femmes mise en œuvre par Bollate de Milan mais aussi des initiatives de qualité avec un important support psychologique comme celui centré sur un thème épineux comme la pédophilie commencé, par exemple, de la prison de Palerme.

Mais dans l'ensemble, malgré l'ouverture, la disponibilité et la préparation de nombreux directeurs et directrices, la vision sociopolitique contemporaine reste encore fermée, granitique et ancrée dans l'idée préconçue, à la condamnation tout court et à la stigmatisation si elle n'est pas marquée par une véritable frénésie répressive et par l'exaltation de l'ordre social. La prison est donc trop éloignée de la société dont elle fait partie et abandonnée à elle-même et, sur ce front, il y a encore beaucoup à construire précisément en raison du manque d'adoption d'une perspective de grande épaisseur.

- Dans votre intervention, vous nous donnez un aperçu intéressant du système carcéral français, qui subit un profond changement organisationnel. En quoi consistait ce changement depuis près de trente ans?



-En analysant l'évolution du système pénitentiaire français sous différents points de vue, il est possible de noter qu'au cours des dernières décennies, il y a eu des efforts considérables de la part de l'administration pénitentiaire pour rendre plus digne la vie de ceux qui purgent une peine de prison. Le choix du ministère s'est surtout concentré sur les lieux de peine, souvent délabrés et insalubres, datant du siècle dernier, afin de rendre les prisons des lieux de vie plus fonctionnels et plus adaptés aux besoins réels des personnes qui les peuplent, en privilégiant l'amélioration des mesures d'hygiène et des normes de santé publique. Pensez par exemple au grave problème de la surpopulation carcérale où, dans l'espace minuscule de 9 mètres carrés, 3 - 4 personnes vivent avec des parcours de vie, des âges et des besoins différents.

Il est clair que le problème doit être analysé en repensant la solution des peines alternatives et l'utilisation généralisée, très préjudiciable, des peines courtes prononcées pour les délits mineurs, mais parfois, nous devons reconnaître que les espaces de vie et les milieux de la prison sont vraiment malsains, pas dignes, comme le dénonce à plusieurs reprises le Contrôleur général des lieux de privation de liberté (CGLPL).

Sur le front français également, il faut sans doute souligner un investissement considérable dans la prévention sous toutes ses formes, bien visible, par exemple sur l'augmentation des études sur la récidive, sur l'incitation des recherches sur les causes du suicide, la prévention des actes d'automutilation des détenus, sur les processus de radicalisation interne dans les prisons et sur la proposition d'une formation professionnelle spécifique jusqu'à l'introduction de dispositifs d'accompagnement qui se prolongent six mois après la sortie de la prison pour rendre les personnes à nouveau autonomes et plus capables d'affronter le monde. À cet égard, il est important de souligner l'importance des quartiers de préparation à la sortie, un dispositif, à mon avis, à renforcer si l'on pense que 80% des détenus ne bénéficient d'aucune forme d'accompagnement pour se préparer à la vie qui les attend dehors et que beaucoup d'entre eux sont complètement seuls parce qu'au moment de leur réclusion ils ont perdu toute relation avec leurs familles. Le Ministère a également investi sur l'accueil et l'amélioration de la qualité de la relation avec les membres de la famille en améliorant les salons-parloirs familiaux et augmentant le nombre des unités de vie familiale (UVF) c'est-à-dire des appartements ou des espaces plus intimes où les détenus peuvent accueillir leurs familles pendant quelques jours. Cela permet de continuer à maintenir une relation positive avec les conjoints et avec les enfants avec des effets bénéfiques non seulement d'un point de vue relationnel-affectif. Bien sûr, chaque élément est perfectible et n'est pas encore assez pour couvrir les besoins réels, mais c'est déjà un bon début ou au moins une lueur d'espoir.

- Dans l'analyse des systèmes carcéraux et d'asile, la référence qui a fait école au cours des cinquante dernières années est celle d'institution totale de Goffman. Cela a-t-il encore un sens de parler d'institution totale quand il s'agit de la prison et, si oui, pourquoi? Ou, dans le cas contraire, à quels autres modèles théoriques peut-on se référer?

-En paraphrasant les paroles de mon collègue Scalia "l'institution pénitentiaire s'efforce de discipliner ou d'empêcher l'usage de la prison, soit pour la rendre docile au pouvoir, soit pour créer un réservoir à partir duquel légitimer la mise en œuvre de mesures de répression ou de suppression des droits fondamentaux". La prison est constamment confrontée à des urgences, comme nous le rappelle Cornelli, entre des éléments de criticité, des objectifs de soin et de garde, des parcours de réhabilitation et la mise en œuvre d'attitudes punitives. Je pense donc qu'en dépit des directives de l'UE et de certains élans utopiques visant à rendre les conditions de la détention plus tolérables, la pensée de Goffman reste toujours d'actualité car, aujourd'hui encore, la réclusion se manifeste comme une vie domestiquée par des mesures où la violence la plus vive et la plus tamisée ne disparaît pas, mais se transforme seulement (Foucault, 1975). La société contemporaine aurait les moyens culturels et politiques de changer les logiques des parcours de détention, pour éliminer de



nombreux stéréotypes qui la caractérisent mais ne le font pas par choix avec des retombées de décision inévitables qui sont le reflet d'une institution opaque et contradictoire.

- Le livre rassemble de nombreux points de discussion sur des thèmes sur lesquels il serait utile d'impliquer l'ensemble des pays européens, pour une réflexion commune approfondie, sur les systèmes, les organisations et les finalités. Dans cette optique, quels sont, selon vous, les éléments et les problématiques sur lesquels il serait utile de se confronter et de chercher à converger et à harmoniser les interventions?

-Je mène des études comparatives sur la prison entre la France et l'Italie depuis 2014 et je sais comment la confrontation scientifique peut aider à obtenir une vision plus large des situations, et comment elle peut contribuer à adopter des politiques carcérales mieux adaptées aux besoins des prisonniers et des personnes qui travaillent dans ces structures pour répondre à des problèmes similaires. Comme je l'ai souligné à d'autres occasions, il manque encore des études longitudinales sur les personnes détenues, sur ce qui se passe en dehors des murs un an ou trois ans après la libération d'un criminel, bien que cela soit très utile et intéressant pour les études scientifiques et universitaires. On cherche toujours des solutions brèves, rapides, avec un résultat immédiat, mais quand les problèmes sont d'une complexité inhérente, on ne peut pas les résoudre avec une banale recette ni, encore moins, univoque et standardisée.

Je crois que les études comparatives au niveau européen peuvent être une solution idéale pour certains problèmes transversaux qui touchent tout le monde comme : la santé, l'éducation, la formation professionnelle, les relations avec les familles, la sélection et la formation des surveillants des prisons, la réinsertion post-carcérale et le terrorisme, bien que, dans notre pays (l'Italie), les dynamiques carcérales soient encore trop fragmentées et changent considérablement d'une région à l'autre, de directeur à directeur et les déclinaisons spécifiques sont nombreuses, de même que les régimes spéciaux (voir par exemple le 41bis...).

Il faudrait, en premier lieu, affronter l'univers carcéral avec un regard nouveau en comprenant qu'il ne s'agit pas d'une nécessité inéluctable, en partant, par exemple, de la validité des peines alternatives mais aussi des parcours de justice réparatrice. C'est pourquoi une profonde réflexion sociologique et éthique sur l'espace carcéral et sur la signification de l'emprisonnement à la lumière des directives de l'UE et des nombreuses idées positives qu'offre le monde des bénévoles carcéral est prioritaire.

La prigione e il suo tempo: l'assenza di una visione olistica.

di Federica Biolzi

Il tempo del carcere si propone di essere una riflessione corale multidisciplinare sulla realtà della prigione contemporanea. Questo interessante e singolare volume, vuole offrire, così come premette la sua curatrice, Patrizia Pacini Volpe, l'analisi critica di situazione ed esperienze, spesso oggetto di disinformazione ed indifferenza, alla luce di contributi di studiosi, sociologi e criminologi, italiani e francesi.

- Professoressa, lei ha pubblicato questo volume pieno di idee e di spunti di riflessione. Nella sua prefazione, lei pone l'accento sulla questione dell'incarcerazione e della sua centralità. Che cosa si intende esattamente per incarcerazione e quali domande pone nel dibattito socio-politico contemporaneo?



-L'incarcerazione anziché riabilitare la persona detenuta tende ancora oggi ad abbruttirla, a impoverirla e ad ammalarla restituendola alla società peggiore di prima. Fondamentalmente l'incarcerazione usurpa la dignità della donna e dell'uomo che lo subisce. Il contributo del carcere al reinserimento sociale è dunque nullo o modesto, pertanto, la logica dell'incarcerazione deve essere cambiata. Il problema del carcere odierno consiste, innanzitutto nella mancanza di una visione olistica, di un approccio integrato che comporta inevitabilmente sinergie e responsabilità multilivello sia sociali ma anche istituzionali e politiche.

Il carcere è un argomento scomodo, sconveniente ma che riguarda tutti. È chiaro, così come lo dimostrano i dati sulla recidiva e come ho potuto evidenziare dalle molte interviste che ho rivolto alle persone che hanno sperimentato la detenzione, che questo modello non è funzionale al futuro reinserimento della persona detenuta nella società perché non ha una vera capacità riabilitativa. Sono stati proposti e attuati, specialmente negli ultimi anni, dei validi progetti sperimentali o quanto meno dei tentativi da parte dell'amministrazione penitenziaria per umanizzare la pena come il potenziamento dei percorsi d'istruzione, gli atelier di teatro, l'istituzione dei Poli universitari carcerari e l'introduzione di progetti specifici come la mixité uomini e donne messa in atto da Bollate di Milano ma anche iniziative di qualità con un consistente supporto psicologico come quello centrato su un tema spinoso quale la pedofilia avviato, per esempio, dal carcere di Palermo. Ma, nel complesso, nonostante l'apertura, la disponibilità e la preparazione di molti direttori e direttrici, la visione sociopolitica contemporanea rimane ancora chiusa, granitica e ancorata al preconetto, alla condanna tout court e allo stigma se non connotata da una vera e propria frenesia repressiva e dall'esaltazione dell'ordine sociale. Il carcere è dunque troppo distante dalla società di cui fa parte e abbandonato a se stesso e su questo fronte c'è ancora molto da costruire proprio per la mancanza dell'adozione di una prospettiva di grande spessore. È necessario dunque richiamare la necessità di un radicale cambiamento culturale di *forma mentis*, ancor prima di ricorrere a un quadro normativo e politico, che porti verso una nuova visione sociale della pena e un diverso significato dei percorsi di reclusione.

- Nel suo intervento lei ci propone un'interessante panoramica del sistema carcerario francese, interessato da un profondo cambiamento organizzativo. In cosa è consistito questo cambiamento in itinere da circa trent'anni?

-Analizzando l'evoluzione dell'ordinamento penitenziario francese sotto diversi punti di vista è possibile notare come negli ultimi decenni ci siano stati notevoli sforzi da parte dell'amministrazione penitenziaria per rendere più dignitosa la vita di coloro che devono scontare una pena detentiva. La scelta del ministero si è soprattutto focalizzata sui luoghi di pena, spesso fatiscenti e insalubri, risalenti al secolo scorso, al fine di rendere le prigioni luoghi di vita più funzionali e più corrispondenti alle reali esigenze quotidiane delle persone che le popolano, scegliendo come priorità il miglioramento delle misure igieniche e degli standard di salute pubblica. Si pensi ad esempio al grave problema della sovrappopolazione carceraria dove nello spazio minuscolo di 9 mtq sono costretti a vivere 3 - 4 persone con percorsi di vita, età ed esigenze differenti. È chiaro che il problema deve essere analizzato ripensando alla soluzione delle pene alternative e all'uso diffuso, quanto mai dannoso, delle pene brevi pronunciate per i reati minori, ma certe volte dobbiamo riconoscere che gli spazi di vita e gli ambienti della prigione sono davvero malsani, non dignitosi, come denunciato in varie occasioni dal corrispettivo francese del garante dei detenuti. Sempre sul fronte francese, vi è poi senz'altro da evidenziare un notevole investimento sulla prevenzione in tutte le sue forme, ben visibile, ad esempio, sull'incremento sugli studi sulla recidiva, sull'incentivo delle ricerche sulle cause di suicidio, sulla prevenzione degli atti di automutilazione dei detenuti, sui processi di radicalizzazione interna alle carceri e sulla proposta di una formazione professionale specifica fino all'introduzione di dispositivi di accompagnamento che si protraggono per 6 mesi dall'uscita del carcere per rendere le persone di nuovo autonome e più sicure di sé. Sotto questo



aspetto è importante evidenziare l'importanza dei quartieri di preparazione all'uscita un dispositivo, a mio parere, da potenziare se si pensa che l'80% delle persone detenute non usufruiscono di nessuna forma di accompagnamento per prepararsi alla vita che li attende fuori e che molti di loro sono completamente soli perché nel tempo della loro reclusione hanno perduto ogni rapporto con le proprie famiglie.

Anche sull'accoglienza e l'incremento della qualità della relazione con i membri della famiglia il Ministero ha investito sulle "unités de vie familiales" (UVF) e sui "salons-parloirs familiaux" ovvero degli appartamenti o degli spazi più intimi dove i detenuti possono accogliere le loro famiglie per alcuni giorni. Questo permette di continuare a mantenere un rapporto positivo con i congiunti e con i figli con effetti benefici non solo da un punto di vista relazionale-affettivo. Certo, ogni elemento è perfezionabile e non è ancora abbastanza sufficiente per coprire il fabbisogno reale ma è già un buon inizio o almeno uno spiraglio di speranza.

- Nell'analisi dei sistemi carcerari e manicomiali, il riferimento che ha fatto scuola nell'ultimo cinquantennio è quello di istituzione totale di Goffman. Ha ancora senso parlare di istituzione totale quando si parla di carcere e, se sì, perché? O, in caso contrario, a quali altri modelli teorici si può fare riferimento?

Parafrasando le parole del collega Scalia "l'istituzione carceraria si sforza di disciplinare o di incapacitare l'utenza carceraria, sia per renderla docile rispetto al potere, sia per creare un bacino a cui attingere per legittimare l'implementazione di provvedimenti votati alla repressione o alla soppressione dei diritti fondamentali". Il carcere si trova costantemente a fronteggiare emergenze, come ci ricorda Cornelli, tra elementi di criticità, obiettivi di cura e custodia, percorsi di riabilitazione e la messa in atto di atteggiamenti punitivi. Penso dunque che nonostante le direttive dell'UE e alcuni slanci utopistici per rendere le condizioni della vita detentiva più tollerabili, il pensiero di Goffman resti ancora attuale poiché tutt'oggi la reclusione si connota come una vita addomesticata da provvedimenti dove la violenza più felpata e schermata, non scompare ma solo si trasforma (Foucault, 1975). La società contemporanea avrebbe i mezzi culturali e politici per cambiare le logiche dei percorsi di detenzione, per scardinare molti stereotipi che la connotano ma non lo fa per scelta con inevitabili ricadute decisionali che sono il riflesso di un'istituzione opaca e contraddittoria.

- Il volume raccoglie numerosi spunti di dibattito su temi sui quali sarebbe utile coinvolgere la totalità dei paesi europei, per un'approfondita riflessione comune, su sistemi, organizzazioni e finalità. In questa ottica, quali sono, a suo autorevole parere, gli elementi e le problematiche sui quali sarebbe utile confrontarsi e cercare di convergere e armonizzare gli interventi?

-Mi occupo di studi comparativi sul carcere tra la Francia e l'Italia dal 2014 e noto come il confronto scientifico possa aiutare a ottenere una visione più vasta delle situazioni, e come possa contribuire ad adottare politiche carcerarie più corrispondenti alle esigenze dell'utenza per rispondere a problemi affini. Come ho evidenziato in altre occasioni, mancano ancora gli studi longitudinali sulle persone detenute, su cosa accade fuori dalle mura dopo un anno o nei successivi tre anni dalla scarcerazione del reo nonostante questo aspetto sarebbe molto utile e interessante anche a livello di studi scientifici e accademici. Si cercano sempre soluzioni brevi con un esito immediato ma quando i problemi sono d'insita complessità non li si può liquidare con una ricetta spicciola né tantomeno univoca e standardizzata. Credo che gli studi comparativi a livello europeo possano essere una soluzione ideale per alcuni problemi trasversali che interessano tutti quali: la salute, l'istruzione, la formazione professionale, i rapporti con le famiglie, la selezione e la formazione degli agenti di polizia penitenziaria, il reinserimento post-carcerario e il terrorismo, sebbene nel nostro Paese le dinamiche carcerarie siano ancora troppo frammentate e cambino notevolmente da regione a regione, da direttore a direttore e le declinazioni specifiche siano molte, così come i regimi speciali. Sarebbe necessario, in primis,



affrontare l'universo carcerario con uno sguardo nuovo comprendendo che non si tratta di una necessità ineluttabile, partendo, per esempio, dalla validità delle pene alternative ma anche dai percorsi di giustizia riparativa. Per questo è prioritaria una profonda riflessione sociologica ed etica sullo spazio detentivo e sul significato dell'imprigionamento alla luce delle direttive dell'UE e dai molti spunti positivi che il mondo del volontariato carcerario offre.

Patrizia Pacini Volpe (a cura di)

Il tempo del Carcere

Aspetti criminologici e sociologici della prigione attuale.

Modelli a confronto tra Francia e Italia.

Pisa University Press 2022